

VILLE DE SAINTE FOY LA GRANDE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N ° 2022-034-DEL			
Objet : Délibération portant création d'un emploi non-permanent d'adjoint technique par suite d'un accroissement temporaire d'activité			
Conseillers en exercice	23	Pour	16
Conseillers présents	14	Contre	0
Quorum	12	Abstention	0
Conseillers représentés	2	L'an 2022, le 01 juin 2022 à 20h, les conseillers municipaux de la Commune de Sainte Foy La Grande, légalement convoqués se sont réunis en mairie de Sainte Foy la Grande, sous la présidence de Madame GUIONIE Christelle, Maire.	
Suffrages exprimés	16		
Date convocation	27 mai 2022		
Date affichage	27 mai 2022		
Jean Marc Escarmant a été élu secrétaire de séance.			

Nom	Présent	Excusé, procuration à
GUIONIE Christelle	X	
NOUVEL Philippe	X	
SAHRAOUI Marc	X	
DRIOT Catherine	X	
MAS François	X	
DELAGE Angélique	X	
ARGELES Serge	X	
BELTRAMI Bruno		
BRAIT Bénédicte		
CHOUIT Benachir	X	
DELINEAU Nadia		Delage
DRUART Jérôme		
ESCARMANT Jean Marc	X	
EYMERIE Gaëlle	X	
GINOUX Gilles		
GOLFIER Philippe		
LAPALU Isabelle	X	
LAULHAU Hervé		
LOUART Michèle		Lapalu
MARLEE Serge	X	
MARTI Lucette	X	
SELLIER DE BRUGIERE Sophie		
TOULOUSE Brigitte	X	

OBJET : Délibération portant création d'un emploi non-permanent technique par suite d'un accroissement temporaire d'activité

EXPOSE DES MOTIFS :

Il est rappelé au Conseil Municipal que l'article L. 332-23 1° du code général de la fonction publique autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois sur une période consécutive de dix-huit mois, renouvellement compris.

En l'espèce, au vu du surcroît d'activité qui touche les services techniques municipaux pendant l'été, il apparaît nécessaire de prévoir des travaux supplémentaires de voirie, d'entretien des parcs et jardins, de nettoyage des rues et d'organisation des nombreuses manifestations pendant l'été. Ces tâches ne peuvent être réalisées par les seuls agents permanents de la collectivité, d'autant plus en période estivale avec la prise de congés annuel.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé au Conseil Municipal de créer, à compter du 2 juin 2022, un emploi non permanent sur le grade d'adjoint technique territorial dont la durée hebdomadaire de service est de 35 heures et de l'autoriser à recruter un agent contractuel pour une durée de 3 mois (maximale de 12 mois) sur une période de 4 mois suite à un accroissement temporaire d'activité pendant toute la durée de la saison estivale.

CADRE JURIDIQUE :

Vu le Code général de la fonction publique et notamment les articles L. 313-1 et L. 332-23 1° ;

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Considérant la nécessité de pourvoir au surcroît d'activité pour la période estivale et de garantir la continuité du service public au niveau des services techniques ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU RAPPORTEUR ET EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE,

DECIDE

Article 1er : De créer un emploi non-permanent à temps complet relevant du grade d'adjoint technique à compter du 2 juin 2022, pour donner suite à l'accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de 3 mois, sur une période de 4 mois.

Article 2 : De fixer la rémunération par référence à l'indice brut 367 indice majoré 340 à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités en vigueur.

Article 3 : D'inscrire les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent au chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés ».

Fait à Sainte Foy la Grande, le 01 juin 2022,
Christelle GUIONIE,
Maire,

Le Maire,
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.
Informe que la présente délibération pourra faire
l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le
Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de
deux mois à compter de sa publication et de sa
transmission en Préfecture.

Envoyé en préfecture le 02/06/2022

Reçu en préfecture le 02/06/2022

Affiché le 06/06/2022 SLO

ID : 033-213304025-20220601-2022_034_DEL-DE

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE 02 JUIN 2022

Christelle GUIONIE,
Maire,

